

LES PROGRAMMES DESTINÉS AUX AUTOCHTONES

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, le 12 avril 1985, la fuite d'un document du cabinet intitulé par analogie Le saut de bison préconisait la suppression presque totale de bien des programmes destinés aux autochtones et la quasi-assimilation des peuples autochtones au Canada.

Le premier ministre a réagi à ce document dans une lettre où il niait l'existence d'une pareille politique, en promettant de rétablir les crédits destinés aux autochtones à leurs niveaux d'alors et en déclarant qu'avant tout changement, des consultations populaires auraient lieu avec les peuples autochtones.

Ma question s'adresse au secrétaire d'État. Est-il maintenant en train de mettre en oeuvre les recommandations du saut de bison en réduisant le financement des organisations représentatives des autochtones et des médias autochtones sans consulter qui que ce soit, contrairement à la promesse solennelle faite par le premier ministre aux chefs autochtones dans son communiqué du 18 avril 1985?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable ami a écrit la question avant d'entendre la réponse donnée à mon collègue libéral que voilà.

C'est avec plaisir que je reviendrai sur ce sujet pour communiquer à mon honorable ami le chiffre exact, mais depuis 1985, les programmes destinés aux autochtones n'ont été réduits d'aucune façon. Depuis 1985, il y a eu des augmentations de centaines de millions de dollars, de 200 millions de dollars dans l'année qui vient. Chaque année depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, il y a eu une augmentation substantielle des crédits accordés aux peuples autochtones et nous nous proposons de ne rien changer à cette politique.

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, ma question supplémentaire parviendra, je l'espère, jusqu'au secrétaire d'État qui semble être entouré de plusieurs défenseurs.

Dans la lettre qu'il a envoyée aux chefs autochtones pour justifier les réductions imposées à leurs organisations, le secrétaire d'État déclare: «On a demandé à tous les secteurs du gouvernement de réduire leurs dépenses et mon ministère ne fait pas exception à la règle.»

Le ministre pourrait-il expliquer pourquoi, sur les réductions apportées dans son ministère et totalisant 23 millions de dollars, 19 millions de dollars proviennent des

Questions orales

programmes destinés aux autochtones? Pourquoi s'acharne-t-on sur ces programmes alors que, par exemple, le budget consacré aux langues officielles a augmenté de 8 millions de dollars? Il ne semble pas que les réductions soient également réparties, ni au sein du gouvernement, ni dans son ministère.

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Monsieur le Président, le programme destiné aux Indiens et aux Inuit du MAINC n'a pas subi de réduction. Il est passé de 1,4 milliard de dollars en 1984-1985 à 2,3 milliards pour l'année en cours.

Des voix: Bravo!

M. Weiner: Cela comprend 20 millions de dollars pour les organisations d'Indiens de plein droit. Cela ne constitue pas une réduction, mais une forte augmentation, notamment 202 millions de dollars de plus pour cette année seulement.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

M. Fulton: Il ne répondra pas, car il est raciste.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Règlement!

M. McKnight: Retirez vos paroles!

M. McDermid: Levez-vous et retirez vos paroles.

M. Jelinek: Il l'a traité de raciste.

M. McKnight: Un peu de courage, Fulton.

M. le Président: La parole est au député de Skeena.

M. Fulton: Je retire ce que j'ai dit, monsieur le Président. C'était déplacé, mais je le pensais.

Des voix: Règlement!

M. le Président: Cette rétraction n'est pas acceptable. Le député est prié de retirer ses paroles comme il convient.

M. Fulton: Je retire mes paroles, monsieur le Président.

M. le Président: La parole est au député de Parkdale—High Park.

M. Flis: Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La réunification de l'Allemagne aurait d'énormes conséquences pour toute l'Europe et pour le reste du monde. Quel rôle